



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 351 - 9 février 2023



ÉDITO



Jean-François Monteils,

Président du directoire, Société du Grand Paris, illustre les multiples dimensions de la conduite de grand projet en mettant en perspective les évolutions normatives, les impératifs de tenue des coûts, des délais et de performance, tout en gardant le cap sur l'objectif de répondre aux attentes des citoyens.



[Lire la suite](#)

Institutions

La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur

La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur publiée le 25 janvier 2023 définit les moyens de ce ministère pour répondre aux enjeux sécuritaires et territoriaux. Le Conseil constitutionnel l'a déclarée conforme à la Constitution pour la majeure partie de ses dispositions.

[Lire la suite](#)

Juridictions

Protection des personnes investies d'un mandat électif public victimes d'agression

L'article 2-19 du code de procédure pénale, modifié par la loi n° 2023-23 du 24 janvier 2023, permet désormais aux assemblées d'élus et aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression.

[Lire la suite](#)

Accès aux documents d'un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne

Dans un arrêt du 25 janvier 2023 (T-163/21), le Tribunal de l'Union européenne examine, pour la première fois, les conditions d'accès aux documents établis par les groupes de travail du Conseil de l'Union européenne dans le cadre d'une procédure législative.

[Lire la suite](#)



Commande publique

La Cour de justice précise les modalités d'appréciation du contrôle conjoint pour qualifier une quasi-régie

Un pouvoir adjudicateur n'exerce pas sur une personne morale un contrôle analogue conjoint avec d'autres pouvoirs adjudicateurs au seul motif que siège au conseil d'administration de cette personne morale le représentant d'un autre pouvoir adjudicateur qui fait également partie du conseil d'administration du premier pouvoir adjudicateur.

[Lire la suite](#)

La réservation de cours de sécurité routière à un seul concessionnaire doit être proportionnée à l'objectif d'intérêt général recherché pour constituer une limitation à la liberté d'établissement compatible avec le droit de l'UE

L'article 15 de la directive 2006/123/CE relative aux services dans le marché intérieur s'oppose à une réglementation nationale réservant la fourniture de cours de sensibilisation et de rééducation routière à un seul concessionnaire de service public si cette réglementation va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'intérêt général poursuivi.

[Lire la suite](#)

L'exclusion automatique des procédures de passation de marchés de tous les membres d'un groupement en raison de la résiliation d'un marché pour faute du groupement titulaire est incompatible avec la directive 2014/24/UE

Une réglementation ou une pratique nationale qui implique d'exclure automatiquement des futures procédures de passation de marchés publics tous les membres d'un groupement d'opérateurs économiques titulaire d'un marché public qui a été résilié par l'acheteur en raison de graves défaillances est incompatible avec le droit de l'Union.

[Lire la suite](#)



**Finances
publiques**

Rapport de la Cour des comptes sur le soutien aux exportations de matériel militaire

La Cour des comptes a rédigé un rapport relatif au soutien aux exportations de matériel militaire. La France fait partie des Etats qui dominent ce marché grâce au soutien très fort des acteurs publics et aux mécanismes qu'ils ont mis en place. Cette politique nécessite néanmoins un contrôle important en raison des aléas et des contraintes internationales auxquels elle est soumise.

[Lire la suite](#)

Précisions sur la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique

Par une décision du 25 janvier 2023, le Conseil d'Etat a précisé sa jurisprudence relative à la taxation d'office perçue par les agences de l'eau. Le Conseil d'Etat a ainsi jugé qu'une société n'ayant pas mis en œuvre de dispositif agréé de suivi régulier des rejets de substances polluantes mais ayant adressé dans les délais impartis les déclarations ne pouvait être soumise à la procédure de taxation d'office.

[Lire la suite](#)



Marchés

Enquête de la DGCCRF sur les pratiques commerciales des influenceurs

La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a mené depuis 2021 une soixantaine d'enquêtes sur les pratiques commerciales des

influenceurs, dont il ressort que 60 % des influenceurs contrôlés ne respectaient pas la réglementation relative à la publicité et manquaient aux droits des consommateurs.

[Lire la suite](#)



Entreprises

Biocides : pratiques commerciales et liberté de circulation

Un Etat membre peut adopter, dans l'intérêt de la santé publique et de l'environnement, des règles restrictives en matière de pratiques commerciales et de publicité portant sur certains produits biocides si celles-ci sont appropriées pour atteindre ces objectifs et si elles ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire à cet effet (interprétation de la CJUE sur une question préjudicielle française dans l'affaire C-147/21).

[Lire la suite](#)

Hausse du prix de l'électricité pour les clients professionnels en 2023 - Mesures limitant cette hausse

Les prix des matières premières et de l'énergie ont fortement augmenté en Europe occidentale depuis fin 2021. D'après une étude de l'INSEE, à la fin décembre 2022, les fournisseurs d'électricité estiment que les prix de vente de l'électricité aux clients professionnels devraient augmenter en moyenne annuelle de 84 % en 2023.

[Lire la suite](#)

Loi n° 2023-29 du 25 janvier 2023 visant à faire évoluer la formation de sage-femme

La loi du 25 janvier 2023 visant à faire évoluer la formation de sage-femme prévoit un troisième cycle d'études qui permettra d'obtenir le diplôme d'Etat de docteur en maïeutique. Ce cycle est accessible aux étudiants ayant obtenu la validation du deuxième cycle des études de maïeutique. Le référentiel de formation ainsi que la durée de ce troisième cycle seront fixés par voie réglementaire.

[Lire la suite](#)

Amiante : indemnisation des salariés victimes ou de leurs ayants droit

Par des décisions du 20 janvier 2023 rendues en Assemblée plénière, la Cour de Cassation élargit le périmètre d'indemnisation d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle en cas de faute inexcusable de l'employeur. Les victimes, comme leurs ayants droit, seront mieux indemnisés, notamment celles qui ont été exposées à l'amiante.

[Lire la suite](#)

Décret n° 2023-33 du 26 janvier 2023 relatif au régime d'assurance chômage

Le décret n°2023-33 du 26 janvier 2023 relatif au régime d'assurance chômage prévoit les modalités de calcul de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) applicables aux salariés ayant perdu leur emploi à compter du 1^{er} février 2023. La situation des demandeurs d'emploi qui ont

perdu leur emploi avant cette date reste régie par les dispositions du décret n°2019-797 du 26 juillet 2019.

[Lire la suite](#)



Numérique

La collecte systématique des données biométriques et génétiques et la protection des données personnelles

La collecte systématique des données biométriques et génétiques de toute personne mise en examen aux fins de leur enregistrement policier est contraire à la directive relative à la protection des données personnelles (interprétation de la CJUE dans l'affaire C-205/21).

[Lire la suite](#)

Explosion des données numériques

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, commun à l'Assemblée nationale et au Sénat, propose, dans une note de janvier 2023, des pistes de réflexion afin de faire face à l'explosion des données.

[Lire la suite](#)



Emploi

Décret n° 2023-30 du 25 janvier 2023 relatif aux conditions d'accès et aux formations à l'Institut national du service public

Dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique qui a conduit à la création, au 1^{er} janvier 2022 du corps des administrateurs de l'Etat, le décret n° 2023-30 du 25 janvier 2023, modifie les voies d'accès à l'INSP, la formation initiale au sein de l'Institut ainsi que les modalités de sortie des élèves (procédure de choix de corps et de postes en fin de formation initiale).

[Lire la suite](#)

Perspectives de recrutement en région jusqu'à 2030

Le rapport de France Stratégie et de la DARES intitulé « Quelles perspectives de recrutement en région ? » dresse un panorama des dynamiques et des difficultés de recrutement sur la décennie à venir. Ce panorama régional des métiers 2030 doit permettre de mieux accompagner les décideurs locaux et nationaux dans leurs politiques d'emploi, d'orientation ou d'enseignement.

[Lire la suite](#)



SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



S'abonner à la Lettre de la DAJ

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)